

Communiqué de presse de Résister Aujourd'hui sur le conflit Israélo-Palestinien

Que l'escalade ne soit pas irréversible

L'association "Résister Aujourd'hui", porteuse de la mémoire de la Résistance et de la Déportation, exprime sa très profonde émotion et sa grande inquiétude devant l'attaque terroriste minutieusement préparée par le mouvement islamiste Hamas contre des civils israéliens.

L'attaque du Hamas le 7 octobre a plongé le monde dans la stupeur et précipité les représailles d'Israël.

Face à l'horreur de ces crimes de guerre, de ces atrocités, il n'y a pas de place pour l'ambiguïté. Il faut les dénoncer et les condamner mais leur condamnation ne peut faire l'impasse sur la politique raciste du gouvernement israélien.

Quiconque s'en prend à des civils, qu'ils soient israéliens ou palestiniens, que ce soit dans les kibboutz dont les habitants ont été massacrés ou sous les bombes israéliennes à Gaza, commet des crimes de guerre, voire des crimes contre l'humanité.

Il faut condamner, sans ambiguïté les actes barbares et innombrables du Hamas mais aussi, la politique de l'Etat d'Israël et notamment son gouvernement d'extrême droite comme nous l'avons déjà fait dans notre déclaration du 21 septembre.

Prenons du recul pour comprendre d'où vient cette barbarie. Est-ce qu'elle n'est pas le produit d'une humiliation extrême ?

Toutes les tentatives de paix depuis les accords d'Oslo le 13 septembre 1993 ont échoué et ce sont des enfants, des femmes, des hommes qui vivent dans la souffrance depuis des décennies.

La responsabilité de la politique raciste de l'état d'Israël renforcée par les dirigeants de l'extrême-droite israélienne est flagrante et sa volonté de vouloir exterminer le Hamas risque de faire mourir ou exiler la population civile de Gaza, notamment les femmes et les enfants.

La réponse à la barbarie ne peut être une autre barbarie profitant à aucun des deux camps et risque d'entraîner une généralisation du conflit au Proche-Orient et dans d'autres régions du monde.

Il est urgent que l'ONU intervienne pour un cessez-le-feu et pour la libération de tous les otages et qu'un processus de Paix soit enclenché car nous pouvons craindre le pire.

Nous n'oublions pas qu'Israël a été et est encore le principal refuge des rescapés de la Shoah.

N'oublions pas non plus que les autorités israéliennes continuent d'imposer à la population palestinienne en Israël et dans les territoires occupés un régime oppressif et discriminatoire qui constitue un régime d'Apartheid, crime inscrit dans le droit international.

Devant cette situation, est-ce trop demander à la France, après avoir condamné le Hamas, de condamner Israël qui, depuis plusieurs décennies, discrimine un peuple tout entier en lui refusant le droit de vivre dans un État palestinien en paix ?

Marseille le 20 octobre 2023